

John Carter Brown
Library
Brown University

Acquired with the assistance of the

Sylvia Augusta Brown
Fund

JOHN CARTER BROWN LIBRARY



Instruction par Nous approuvée, ils fassent transcrire sur leurs Registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme Loi du Royaume. En foi de quoi Nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles Nous avons fait apposer le sceau de l'État. A Paris, au mois de Janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, DE SAINT-PRIEST. Visa* † L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'État.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE. 1790.



INSTRUCTION

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

*Sur la formation des Assemblées représentatives
& des Corps administratifs.*

Du 8 Janvier 1790.

LE Décret de l'Assemblée Nationale du 22 décembre 1789, sur la formation des assemblées représentatives & des Corps administratifs, est divisé en quatre parties.

Les douze premiers articles contiennent les dispositions fondamentales de la nouvelle organisation du royaume en départemens, en districts & en cantons, & quelques règles communes à la double représentation élevée sur cette nouvelle organisation; savoir, la représentation nationale dans le Corps législatif & la représentation des citoyens de chaque département dans les Corps administratifs.

La première section du Décret établit les principes & les formes des élections. Les assemblées d'élection sont de deux espèces: les premières, appelées primaires, sont celles dans lesquelles tous les citoyens actifs se réuniront pour nommer des Électeurs; les secondes, sont celles des Électeurs qui auront été nommés par les assemblées primaires.

Les vingt-un premiers articles de cette section traitent des assemblées primaires qui sont les mêmes, c'est-à-dire, qui sont formées de la même manière & qui servent également pour parvenir à la nomination, soit des Représentans dans le Corps

A

législatif, soit des Administrateurs de département & de district.

Les quatorze articles suivans de la même section, ne concernent que les assemblées des Electeurs, lorsqu'il s'agit de nommer les Représentans au Corps législatif, & prescrivent les formes à suivre pour l'élection de ces Représentans.

La seconde section du Décret traite de la formation & de l'organisation des Corps administratifs dans les départemens & dans les districts.

Les onze premiers articles de cette section, sont relatifs aux assemblées des Electeurs, lorsqu'il s'agit de nommer les Membres de ces Corps administratifs.

Les vingt derniers articles expliquent de quelle manière les Corps administratifs doivent être composés, organisés & renouvelés.

Enfin la troisième section du Décret traite de la nature des pouvoirs & de l'étendue des fonctions des Corps administratifs.

§. I.

Observations sur les premiers articles du Décret.

Tous les François sont frères & ne composent qu'une famille. Ils vont concourir de toutes les parties du royaume, à la formation de leurs loix: les règles & les effets de leur gouvernement vont être les mêmes dans tous les lieux. La nouvelle division du territoire commun, détruit toute disproportion sensible dans la représentation & toute inégalité d'avantages & de désavantages politiques. Cette division étoit désirable sous plusieurs rapports civils & moraux, mais sur-tout elle est nécessaire pour fonder solidement la Constitution, & pour en garantir la stabilité: que de motifs pour tous les bons Citoyens d'en accélérer l'exécution!

Les élections à faire pour composer la prochaine législature qui remplacera l'Assemblée Nationale actuelle, & celles qui sont nécessaires en ce moment même pour la formation des Corps administratifs, qui feront disparaître les derniers vestiges du régime ancien, dépendent absolument de la prompte organisation des départemens en districts, & des districts en cantons.

L'Assemblée Nationale a fait à cet égard tout ce qui étoit nécessaire pour faciliter les opérations locales, & pour en hâter le succès. Elle a fixé les chefs-lieux des départemens & des districts, avec cette modification que l'assemblée des Électeurs qui nommeront les Représentans au Corps législatif, sera tenue alternativement dans les chefs-lieux de tous les districts : elle a même laissé la faculté d'alterner ainsi entre certaines villes du même département pour la session du Corps administratif, si les citoyens du département le trouvent convenable.

L'Assemblée Nationale a encore tracé les limites de chaque département & de chaque district, telles qu'elles ont paru convenables au premier aperçu. Si les détails de l'exécution font découvrir le besoin ou la convenance de quelques changemens à cette démarcation, il est difficile que les motifs en soient assez pressans pour que les divisions indiquées par l'Assemblée Nationale, ne puissent pas être suivies, au moins instantanément pour la première tenue des assemblées qui vont être convoquées, & dont rien ne pourroit autoriser un plus long retardement.

Cette exécution préalable ne nuira point aux représentations de ceux qui se croiront fondés à en faire. Les Corps administratifs une fois formés & établis en chaque département & en chaque district, deviendront les Jugés naturels de ces convenances locales. Ils feront, de concert entr'eux, toutes les rectifications dont leurs limites respectives se trouveront susceptibles pour concilier l'intérêt des particuliers avec le bien général ; & s'il arrivoit qu'ils

ne pussent pas s'accorder sur quelques-unes, l'Assemblée Nationale les règlera sur les mémoires qu'ils lui feront parvenir.

Il seroit bien désirable que la division des cantons pût se faire incessamment en chaque district; mais elle n'est pas essentiellement nécessaire à la formation des prochaines assemblées. Dans les départemens où cette division n'aura pu être fixée par l'Assemblée Nationale, après avoir entendu les Députés du pays, elle sera provisoirement suivie pour les premières élections seulement. Dans les départemens où elle n'aura pas pu être faite par l'Assemblée Nationale, il suffira de former des réunions de paroisses voisines, en composant chaque aggrégation d'un plus ou moins grand nombre de paroisses, suivant les forces de leur population, de manière que chaque aggrégation fournisse un nombre de citoyens actifs suffisant pour former une assemblée primaire, & approchant, le plus près qu'il sera possible, du nombre de six cents.

L'Assemblée Nationale invite les Membres des municipalités de chaque paroisse, à seconder de tout leur zèle cette réunion des communautés contiguës, que le voisinage, l'état de la population & les autres convenances locales appelleront à s'aggréger pour composer ensemble une assemblée primaire.

§. I^{er}.

Éclaircissemens sur les vingt-un premiers Articles de la Section I.^{re} du Décret concernant les Assemblées primaires.

LORSQU'IL s'agira de nommer des Représentans à l'Assemblée Nationale, ou lorsqu'il s'agira de composer & de renouveler les Corps administratifs, les citoyens ne se réuniront pas par assemblées de paroisse ou de communauté, comme celles qui ont lieu pour la formation des Municipalités; mais par assemblées primaires dans les cantons, ou de la manière qui vient d'être

5
expliquée pour les prochaines élections dans les districts où les cantons ne seront pas encore formés. Les véritables élémens de la représentation nationale, ne seront pas ainsi dans les Municipalités, mais dans les assemblées primaires des cantons.

La principale raison qui a déterminé l'Assemblée Nationale à préférer les assemblées primaires par cantons, aux simples assemblées par paroisse ou communauté, est que les premières étant plus nombreuses, déconcertent mieux les intrigues, détruisent l'esprit de corporation, affoiblissent l'influence du crédit local, & par-là assurent davantage la liberté des élections. Les citoyens des campagnes ne regretteront pas la peine légère d'un très-petit déplacement, en considérant qu'ils acquièrent à ce prix une plus grande indépendance dans l'exercice de leur droit de voter.

Les citoyens actifs auront seuls le droit de se réunir pour former dans les cantons les assemblées primaires.

Chaque assemblée aura le droit de vérifier & de juger la validité des titres de ceux qui se présenteront pour y être admis, & n'y recevra que les personnes qui réuniront toutes les conditions requises pour être citoyen actif.

Ces conditions détaillées dans l'article III de la première section du Décret, sont :

- 1.^o D'être François ou devenu François.
- 2.^o D'être majeur de vingt-cinq ans accomplis.
- 3.^o D'être domicilié de fait dans le canton, au moins depuis un an.
- 4.^o De payer une contribution directe de la valeur locale de trois journées de travail.
- 5.^o De n'être point dans l'état de domesticité, c'est-à-dire, de serviteur à gages.

Les expressions, ou *devenu François*, employées dans la

rédaçtion de la première condition, ont pour objet de n'exclure pour l'avenir aucuns des moyens d'acquérir le titre & les droits de citoyen en France, que les législatures pourront établir, autres que les lettres de naturalisation, qui jusqu'à présent ont été pour nous la seule voie de conférer la qualité de citoyen aux Étrangers.

La *contribution directe* dont il est parlé dans la quatrième condition, s'entend de toute imposition foncière ou personnelle, c'est-à-dire, assise directement sur les fonds de terre, ou assise directement sur les personnes, qui se lève par les voies du cadastre ou des rôles de cotisation, & qui passe immédiatement du contribuable cotisé au percepteur chargé d'en recevoir le produit. Les vingtièmes, la taille, la capitation & l'imposition en rachat de corvée, telle qu'elle a lieu maintenant, sont des contributions directes. Les contributions indirectes au contraire sont tous les impôts assis sur la fabrication, la vente, le transport & l'introduction de plusieurs objets de commerce & de consommation; impôt dont le produit ordinairement avancé par le fabricant, le marchand ou le voiturier, est supporté, & indirectement payé par le consommateur.

Les contribuables qui étoient cotisés dans les derniers rôles de 1789 au taux prescrit pour rendre citoyen actif ou éligible, & qui, par l'effet de la nouvelle imposition des personnes & des biens ci-devant privilégiés, payeroient maintenant une cote moindre que ce taux, seront néanmoins admis aux prochaines élections, sans tirer à conséquence pour les suivantes.

Ces autres expressions, *de la valeur locale de trois journées de travail*, signifient que la cote des contributions directes qu'il faut payer pour être citoyen actif, doit varier dans les différentes parties du Royaume, à proportion de la valeur des salaires que les journaliers y gagnent communément pour chaque journée de

travail ; mais qu'elle doit toujours se monter par-tout au triple de la valeur d'une journée de travail ; ou , ce qui revient au même , être égale à la valeur des salaires qu'un journalier gagne en trois jours.

Les banqueroutiers , les faillis & les débiteurs insolvable , sont exclus des assemblées primaires. Les enfans qui auront reçu & qui retiendront , à titre gratuit , quel qu'il soit , une portion des biens de leur père mort insolvable , sans payer leur part virile de ses dettes , sont exclus de même. Il faut cependant excepter les enfans mariés , qui auront reçu des dots avant la faillite de leur père , ou avant son insolvabilité notoirement reconnue. L'exclusion du débiteur cessera , lorsqu'il aura payé ses créanciers ; & celle de l'enfant , lorsqu'il aura payé sa portion virile des dettes de son père.

La *portion virile* est pour chaque enfant , la part des dettes qu'il auroit été tenu de payer , s'il eût hérité de son père.

A l'avenir , il y aura plusieurs autres conditions à remplir pour être admis aux assemblées primaires ; savoir : celle de l'inscription au tableau civique dont il est parlé à l'article IV , pour ceux qui auront atteint l'âge de vingt-un ans ; la prestation publique après l'âge de vingt-cinq ans , entre les mains du Président de l'administration de district , du serment patriotique prescrit par l'article VIII , & l'inscription au tableau des citoyens actifs , qui sera dressé en chaque Municipalité , aux termes du même article VIII.

Ces conditions ne peuvent pas avoir lieu pour les prochaines élections ; mais le Décret que l'Assemblée Nationale a rendu le 28 décembre dernier , ordonne qu'il y sera suppléé de la manière suivante. Aussitôt que les prochaines assemblées primaires seront formées & auront nommé leur Président & leur Secrétaire , comme il sera expliqué ci-après , le Président & le Secrétaire prêteront ,

en présence de l'assemblée, le serment de *maintenir de tout leur pouvoir, la Constitution du Royaume, d'être fidèles à la Nation, à la Loi & au Roi, de choisir en leur ame & conscience les plus dignes de la confiance publique, & de remplir avec zèle & courage les fonctions civiles & politiques qui leur seront confiées.* Ensuite tous les Membres de l'assemblée feront le même serment entre les mains du Président. Ceux qui s'y refuseroient, seroient incapables d'élire & d'être élus.

Les citoyens qui auront exercé leur droit de citoyen actif dans une des assemblées primaires, ne pourront ni en répéter l'exercice, ni même assister à une autre assemblée.

Tout citoyen actif doit se présenter en personne, & les assemblées doivent être exactes à n'en admettre aucun, de quelque état & condition qu'il soit, à voter par procureur. L'article IX de la première section du Décret a consacré cette règle constitutionnelle, que dans aucune assemblée, personne ne pourra se faire représenter par un autre.

L'abolition des ordres étant une des bases fondamentales de la Constitution, aucune assemblée ne peut plus être convoquée ni tenue par ordres; mais tous les citoyens de chaque canton, sans aucune distinction de rang, d'état ni de condition, se réuniront dans les mêmes assemblées primaires, & voteront ensemble pour les élections que chaque assemblée aura le droit de faire.

Dans tout canton, il y aura toujours une assemblée primaire, & il pourra y en avoir plusieurs dans le même canton.

Il y aura une assemblée primaire dans le canton, quoique le nombre de citoyens actifs s'y trouve moindre de cent; & il n'y en aura qu'une, tant que le nombre des citoyens actifs ne s'y élèvera pas à neuf cents.

Dès que la population d'un canton fournira neuf cents citoyens actifs, il sera nécessaire d'y former plusieurs assemblées primaires.

primaires, en observant 1.^o que chaque assemblée approche toujours le plus près qu'il sera possible du nombre six cents; 2.^o qu'aucune assemblée ne soit jamais au-dessous de quatre cent cinquante. C'est par ces deux principes qu'il faudra se régler constamment pour déterminer le nombre des assemblées nécessaire à former en chaque canton, & la force de chacune d'elles. L'article XIII de la première section du Décret présente plusieurs exemples de l'application de ces principes, qui doivent suffire pour guider dans tous les autres cas.

Il sera facile, aussitôt que la division des cantons sera fixée, de reconnoître combien chaque canton renfermera de citoyens actifs, combien d'assemblées primaires devront se former dans ce canton, & quelle portion de la population du canton devra être attachée à chaque assemblée primaire. Il suffira pour cela que les Corps municipaux dressent le tableau des citoyens actifs de chaque paroisse ou communauté. Le résultat général de tous ces tableaux réunis, donnera pour chaque canton, tous les éclaircissmens qu'on peut désirer.

Le nombre des assemblées primaires sera déterminé dans chaque canton par celui des citoyens actifs domiciliés dans le canton, & qui auront le droit de se présenter aux assemblées, quoiqu'il puisse arriver que tous ne s'y rendent pas en effet.

Les villes auront particulièrement leurs assemblées primaires. Celles de quatre mille âmes & au-dessous, n'en auront qu'une. Il y en aura deux dans celles de quatre mille âmes jusqu'à huit mille, trois dans celles de huit mille âmes jusqu'à douze mille, & ainsi de suite. Ces assemblées ne se formeront pas par métiers, professions ou corporations, mais par quartiers, ou arrondissemens.

Le premier acte de chaque assemblée primaire, après qu'elle sera formée, sera d'élire un Président & un Secrétaire. Le Doyen d'âge tiendra la séance, & un des Membres de l'assemblée fera

les fonctions de Secrétaire, jusqu'à ce que ces premières élections soient faites. On y procédera par la voie du *scrutin individuel* & à la *pluralité absolue* des suffrages : les trois plus anciens d'âge après le Doyen, feront provisoirement l'office de scrutateurs en présence de l'assemblée.

Le Président & le Secrétaire élus, prêteront aussitôt à l'assemblée le serment patriotique dont il a été parlé ci-dessus, *page 8*, & le Président recevra ensuite celui de l'assemblée, avant qu'il puisse être fait aucune autre opération.

Après ces sermens prêtés, l'assemblée procédera, par un seul *scrutin de liste simple*, à la nomination de trois scrutateurs. Les trois plus anciens d'âge en feront encore la fonction pour cette élection.

Enfin, l'assemblée nommera les Électeurs qui seront chargés d'élire les représentans à l'Assemblée Nationale, & le choix en sera fait en un seul *scrutin de liste double*, du nombre des Électeurs que l'assemblée aura droit de nommer.

Il est nécessaire de bien entendre les différences qui se trouvent entre les diverses manières d'élire, soit à la *pluralité absolue* des suffrages, ou à la *pluralité relative*, soit au *scrutin individuel*, ou de *liste simple*, ou de *liste double*.

L'élection à la *pluralité absolue* des suffrages, est celle pour laquelle il faut réunir la moitié de toutes les voix, plus une.

L'élection à la *pluralité relative* des suffrages, est celle pour laquelle il suffit d'avoir obtenu plus de voix que ses compétiteurs, quoique ce plus grand nombre de voix obtenues, ne s'élève pas à la moitié du nombre total des suffrages. Ainsi, de douze Électeurs, cinq nomment *A*, quatre nomment *B*, les trois autres nomment *C*; il faudroit sept voix réunies sur *A*, pour qu'il fût élu à la *pluralité absolue*; mais il est élu par cinq voix à la *pluralité relative*, parce qu'il en a une plus que *B*, & deux plus que *C*.

Le *scrutin individuel* est celui par lequel on vote séparément sur chacun des sujets à élire, en recommençant autant de scrutins particuliers qu'il y a de nominations à faire.

Le *scrutin de liste simple* est celui par lequel on vote à la fois sur tous les sujets à élire, en écrivant autant de noms dans le même billet qu'il y a de nominations à faire.

Le *scrutin de liste double* est celui par lequel non-seulement chaque Électeur vote à la fois sur tous les sujets à élire, mais encore désigne un nombre de sujets, double de celui des places à remplir, en écrivant dans le même billet un nombre de noms double de celui des nominations à faire.

Ces différens scrutins ont chacun des avantages & des inconvéniens particuliers. L'Assemblée Nationale en a varié l'application, suivant le degré d'importance que l'objet de chaque élection lui a paru mériter.

Lorsqu'on élit au *scrutin individuel* & à la *pluralité absolue des suffrages*, ainsi qu'il est dit dans l'article XV de la première section du Décret, il faut obtenir cette pluralité absolue, même au troisième tour de scrutin, lorsque les deux premiers tours ne l'ont pas produite. C'est par cette raison, qu'après le second tour de scrutin, les noms des deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix, sont proclamés à l'assemblée, & qu'il n'est permis de voter qu'entr'eux seulement au troisième tour. Le cas du partage des voix à ce troisième tour, fait alors une nécessité de terminer l'élection par un autre moyen que celui de la pluralité absolue des suffrages, qui devient impossible à obtenir. Le Décret détermine, en ce cas, la préférence par l'ancienneté d'âge.

Il n'en est pas de même, lorsque l'élection se fait au scrutin de *liste simple*, ou de *liste double*, ainsi qu'il est dit dans les articles XVI & XX de la première section du Décret. Ceux

qui ont obtenu la pluralité des suffrages au premier tour de scrutin, sont élus. S'il reste des places à remplir, on fait un second tour de scrutin, & l'élection n'a encore lieu cette seconde fois qu'en faveur de ceux qui ont obtenu la pluralité absolue : mais s'il faut passer à un troisième tour de scrutin pour compléter le nombre des sujets à élire, il n'est pas nécessaire de proclamer les noms des deux candidats qui ont eu le plus de voix au second tour. Les suffrages des Électeurs peuvent encore se porter librement sur tous les sujets, & c'est la simple pluralité relative des voix qui suffit cette troisième fois pour déterminer l'élection.

Il ne faut pas oublier, lorsqu'il s'agit d'un scrutin *de liste double*, qu'au second & au troisième tour, les noms inscrits dans la liste ou le bulletin de chaque Électeur, ne doivent être doubles que du nombre seulement des sujets qui restent à élire. C'est par ce scrutin de *liste double*, que l'article XX de la première section du Décret, prescrit aux assemblées primaires de nommer les Électeurs.

Le nombre d'Électeurs que chaque assemblée a le droit de nommer, est fixé, par l'article XVII, à un Électeur par cent citoyens actifs; en sorte que jusqu'à cent cinquante citoyens actifs, il ne peut être nommé qu'un Électeur, & qu'il en doit être nommé deux, depuis cent cinquante-un citoyens actifs jusqu'à deux cent cinquante, & ainsi de suite. Mais il faut observer que le nombre des citoyens actifs, qui détermine celui des Électeurs à nommer, ne se règle pas par les seuls votans présens à l'assemblée. On doit compter tous les citoyens actifs qui existent dans le ressort de l'assemblée primaire, & qui pourroient se présenter & voter.

Les assemblées primaires doivent choisir les Électeurs qu'elles auront le droit de nommer dans le nombre des citoyens éligibles du canton; & pour être éligible, il faudra réunir aux qualités

de citoyen actif, détaillées ci-dessus, la condition de payer une contribution directe plus forte, que l'article XIX a fixée pour le moins à la valeur locale de dix journées de travail.

§. III.

*Développement des quatorze derniers articles de la Section 1.^{re}
du Décret, concernant les Assemblées des Electeurs, nommant
au Corps législatif.*

LORSQUE les assemblées primaires auront fait leurs élections dans tous les cantons d'un même département, tous les Electeurs nommés se réuniront, de quelque état & condition qu'ils soient, en une seule assemblée qui élira les représentans à l'Assemblée Nationale.

Si cependant une assemblée d'Electeurs se trouvoit tellement nombreuse, qu'elle ne pût ni être réunie, ni délibérer commodément dans le même lieu, elle pourroit se diviser en deux sections, & le recensement des scrutins particuliers de chaque section se feroit en commun entre leurs scrutateurs réunis, & en présence des commissaires que chaque section pourroit nommer pour y assister.

Ainsi la subdivision des départemens en districts, n'est d'aucune utilité, & n'a point d'application au mode des élections pour le Corps législatif. Tel est le résultat de la disposition portée dans l'article XXI de la première section du Décret, qu'il n'y aura qu'un seul degré d'élection intermédiaire entre les assemblées primaires & l'Assemblée Nationale. L'esprit qui a dicté cette disposition, a été de conserver davantage la fidélité & la pureté de la représentation, en rendant plus directe & plus immédiate l'influence des représentés sur le choix de leurs représentans.

C'est dans le même esprit, & pour prévenir la prépondérance qu'un chef-lieu d'élection permanent auroit pu acquérir

à la longue, qu'il a été décidé par l'article XXIII, que l'assemblée des Électeurs tiendra alternativement dans les chefs-lieux des différens districts de chaque département.

Lorsque les Électeurs d'un département, réunis, auront formé leur assemblée, ils procéderont dans le même ordre & dans les mêmes formes que les assemblées primaires, d'abord à la nomination d'un Président & d'un Secrétaire, ensuite à la prestation du serment patriotique, puis au choix de trois scrutateurs, & enfin à l'élection des représentans que ce département aura le droit de nommer à l'Assemblée Nationale.

La nomination des représentans à l'Assemblée Nationale doit toujours être faite au *scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*. L'article XXV contient, sur la manière de procéder à cette élection, des explications détaillées, dont il ne sera permis sous aucun prétexte de s'écarter.

Les Électeurs de chaque département observeront de ne choisir les représentans qu'ils nommeront à l'Assemblée Nationale, que dans le nombre des citoyens éligibles du département; & pour être éligible, il faudra réunir aux qualités de citoyen actif précédemment expliquées, les deux conditions suivantes: 1.^o de payer une contribution directe équivalente à la valeur d'un marc d'argent; 2.^o d'avoir en outre une propriété foncière quelconque.

Les Électeurs ne perdront pas de vue les dispositions du Décret que l'Assemblée Nationale a rendu le 24 décembre dernier, & que le Roi s'est empressé de sanctionner, qui statue:

1.^o Que les non-catholiques qui auront rempli toutes les conditions prescrites pour être électeurs & éligibles, pourront être élus dans tous les degrés d'administration, sans exception.

2.^o Qu'ils sont capables de tous les emplois civils & militaires, comme les autres citoyens.

3.° Que l'Assemblée Nationale n'a entendu rien préjuger, relativement aux Juifs, sur l'état desquels elle se réserve de prononcer.

4.° Qu'au surplus il ne pourra être opposé à l'éligibilité d'aucun citoyen, d'autres motifs d'exclusion que ceux qui résultent des Décrets constitutionnels.

Tous les départemens doivent participer proportionnellement à la représentation nationale dans le Corps législatif. Ils doivent donc envoyer un nombre de représentans, proportionné non-seulement aux forces relatives de leur population, mais encore à tous leurs autres rapports de valeurs politiques.

Le respect de l'Assemblée Nationale pour ce principe fondamental, l'a déterminée à distribuer le nombre des représentans entre tous les départemens du royaume, en prenant pour bases de cette distribution les trois élémens du territoire de la population & de la contribution directe, qui peuvent être combinés avec autant de justice dans les résultats, que de facilité dans le procédé.

La base territoriale est invariable; elle est à peu-près égale entre tous les départemens établis par la nouvelle division du royaume. On peut donc équitablement attribuer à chacun des départemens, une part de députation égale (a) & fixe, à raison de leur territoire.

Les bases de la population & de la contribution directe sont variables; & d'un effet inégal entre les divers départemens; mais il est un moyen sûr d'atteindre toujours à l'égalité proportionnelle & de la rendre invariable, malgré la variabilité de la population & des contributions. L'Assemblée Nationale a saisi ce

(a) Paris seul fait exception à cette règle, comme on le verra à la page 16.

moyen qui consiste à attacher les deux autres parts de députation, l'une à la population totale du royaume; l'autre à la masse entière des contributions directes, & de faire participer chaque département à ces deux dernières parts de députation, à proportion de ce qu'il aura de population à l'époque de chaque élection, & de ce qu'il payera de contribution directe.

Le principe constitutionnel sur cette matière & le mode de se pratiquer sont fixés par les articles XXVII, XXVIII, XXIX & XXX de la première section du Décret.

Le nombre des départemens du royaume est fixé à quatre-vingt-trois, & celui des représentans à l'Assemblée Nationale, sera de sept cent quarante-cinq; la composition particulière du département de Paris nécessite cette modification à l'article XXVI.

De ces sept cent quarante-cinq représentans, deux cent quarante-sept seront attachés au territoire; & les quatre-vingt-deux départemens autres que Paris, en nommeront deux cent quarante-six par nombre égal entr'eux, de manière que chacun de ces départemens députera trois représentans de cette première classe. Celui de Paris, beaucoup moindre en étendue, nommera le deux cent quarante-septième.

Des quatre cent quatre-vingt-dix-huit autres représentans, la première moitié formant deux cent quarante-neuf représentans, sera envoyée par les quatre-vingt-trois départemens à raison de la population active de chaque département. Pour y parvenir, la population totale du royaume sera divisée en deux cent quarante-neuf parts, & chaque département aura le droit de nommer autant de représentans de cette seconde classe, qu'il contiendra de ces deux cent quarante-neuvièmes.

La seconde moitié formant deux cent quarante-neuf représentans, se distribuera par une semblable opération entre les quatre-vingt-trois

vingt-trois départemens, à raison de la somme respective des contributions directes de chaque département. La masse entière de la contribution directe du royaume, sera de même divisée en deux cent quarante-neuf parts, & chaque département nommera autant de députés de cette troisième classe qu'il payera de ces deux cent quarante-neuvièmes.

La somme de la population active de chaque département sera facilement connue, puisque chaque assemblée primaire nommera un Électeur par cent citoyens actifs; ainsi le nombre des Électeurs envoyés par chaque canton, indiquera celui des citoyens actifs du canton, & le nombre total des Électeurs nommés en chaque département, constatera le taux de la population active du département.

Les assemblées d'Électeurs, qui vont être incessamment convoquées en chaque département pour la formation des Corps administratifs, auront soin de dresser un tableau de la population active de leur département, en prenant pour base le nombre des Électeurs nommés par les assemblées primaires, multiplié par cent. Elles feront deux doubles de ce tableau, dont un sera envoyé sans retard au Président de l'Assemblée Nationale, & l'autre sera remis & déposé aux archives de l'administration de département. Le résultat de tous ces tableaux particuliers, remis par les quatre-vingt-trois départemens, donnera l'état général de la population active de tout le royaume, & l'état comparé de la population relative des départemens entr'eux. Ces états seront publiés & adressés aux administrations de département, pour être conservés dans leurs archives.

La somme de contribution directe qui sera payée par chaque département, sera de même aisément connue, puisque les administrations de département & de district, présideront au régime & à la répartition de ces contributions. L'état de leur montant

total levé actuellement dans toute l'étendue du royaume, sera incessamment dressé, publié & adressé aux administrations de département, aussitôt qu'elles seront établies.

Ces renseignemens généraux joints à ceux que les Corps administratifs & les Électeurs eux-mêmes seront à portée d'acquiescer sur les lieux, mettront les assemblées d'Électeurs de chaque département en état de reconnoître sans embarras, dès les premières élections pour la prochaine législature, le nombre de représentans qu'elles devront nommer, suivant les articles XXIX & XXX, à raison tant de la population que de la contribution directe de leur département. Les élections subséquentes éprouveront encore moins de difficulté, parce que la méthode de combiner les trois bases constitutionnelles de la représentation nationale, reconnue très-simple dès la première épreuve, se simplifiera de plus en plus par l'expérience, & deviendra bientôt familière par l'habitude. La Constitution de la France offrira à toutes les nations un modèle de la représentation la plus exacte par la réunion de tous les élémens qui doivent équitablement concourir à la composer.

Après que chaque assemblée d'Électeurs aura nommé les représentans à l'Assemblée Nationale, elle procédera à la nomination des suppléans destinés à remplacer les représentans qui pourroient devenir, après leur élection, hors d'état d'en remplir l'objet.

L'article XXXIII de la première section du Décret, n'autorise la substitution des suppléans aux représentans élus, que dans deux cas; celui de la mort de ces derniers, ou celui de leur démission. Par cette raison, il a paru suffisant de réduire le nombre des suppléans que chaque assemblée pourra nommer, au tiers de celui des représentans qu'elle aura eu le droit d'élire. Les suppléans seront nommés au scrutin de *liste double*, & à

la simple *pluralité relative* des suffrages. Cette nomination finira ainsi en un seul tour de scrutin, puisque dès le premier tour, tous ceux, jusqu'au nombre prescrit, qui auront obtenu le plus de voix, seront définitivement élus, sans qu'il soit nécessaire qu'ils aient réuni plus de la moitié des suffrages.

Le premier élu des suppléans, sera le premier appelé en remplacement; le second le sera après lui, & ainsi de suite. Quand le nombre des représentans sera impair, le tiers des suppléans sera fixé par la fraction la plus forte; de manière qu'on élira deux suppléans pour cinq représentans, trois pour sept & pour huit, & de même progressivement.

Le procès-verbal de l'élection est le seul acte qui pourra être remis par les Électeurs aux représentans. Il est aussi le seul titre à considérer pour l'exercice des fonctions des représentans à l'Assemblée Nationale. Les mandats impératifs étant contraires à la nature du Corps législatif qui est essentiellement délibérant, à la liberté de suffrage dont chacun de ses membres doit jouir pour l'intérêt général, au caractère de ces membres qui ne sont point les représentans du département qui les a envoyés, mais les représentans de la Nation; enfin, à la nécessité de la subordination politique des différentes sections de la nation au corps de la nation entière, aucune Assemblée d'Électeurs ne pourra ni insérer dans le procès-verbal de l'élection, ni rédiger séparément aucuns mandats impératifs; elle ne pourra pas même charger les Représentans qu'elle aura nommés, d'aucuns cahiers ou mandats particuliers. Les Électeurs & les assemblées primaires auront cependant la faculté de rédiger des pétitions & des instructions pour les faire parvenir au Corps législatif; mais ils seront tenus de les lui adresser directement.

Ces dispositions consacrées par l'article XXXIV & celle de l'article XXXV, qui défend tant aux assemblées d'Électeurs

qu'aux assemblées primaires de continuer leurs séances après les élections finies, & de les reprendre avant l'époque des élections suivantes, doivent être respectées comme des maximes essentielles à la stabilité de la Constitution, à la pureté de son esprit & au maintien de l'ordre qu'elle a établi dans l'exercice du plus important de tous les pouvoirs : elles doivent être observées à la rigueur dans tous les cas.

§. I V.

Observations sur les onze premiers Articles de la Section II du Décret concernant les Assemblées des Électeurs nommant aux Corps administratifs.

LA seconde section du Décret ne traite plus du Corps législatif, mais de la formation & de l'organisation des administrations de département & de district.

Cette partie du Décret est celle dont il faut se pénétrer spécialement pour diriger ou suivre les premières opérations qui vont se faire dans les départemens, au moment très-prochain de l'établissement des Corps administratifs.

Il n'y a aussi qu'un seul degré d'élection intermédiaire entre les assemblées primaires & les assemblées administratives, suivant l'article I.^{er} de la section II, comme il a été dit plus haut qu'il n'y en a qu'un entre les assemblées primaires & l'Assemblée Nationale.

L'article II ajoute, qu'après avoir nommé les Députés à l'Assemblée Nationale, les mêmes Électeurs éliront les Administrateurs du département. Il est évident par-là que tout ce qui est prescrit par la première section du Décret, & tout ce qui est expliqué dans le §. II de cette Instruction, touchant les assemblées primaires & la nomination des Électeurs pour l'Assemblée Nationale, sert en même temps & s'applique aux élections relatives à la formation des Corps administratifs.

Si l'intérêt du royaume permettoit d'attendre pour l'établissement de ces Corps, l'époque des élections à la prochaine législature, les Électeurs qui auroient été choisis pour nommer les Membres de cette législature, seroient les mêmes qui, après avoir fait cette nomination, éliroient les Membres des administrations de département & de district. Mais la formation de ces administrations n'admettant aucun délai, il faut en ce moment procéder aux élections, en commençant par les assemblées primaires, comme s'il s'agissoit de choisir des Électeurs pour une législature, & en observant les formes établies par les vingt-un premiers articles de la section I.^{re} du Décret.

Les renouvellemens de la moitié des membres des Corps administratifs qui auront lieu par la suite tous les deux ans, seront faits aux termes des articles II & III de la section II, par les Électeurs qui auront élu les représentans au Corps législatif.

A la prochaine convocation, les assemblées primaires se formeront comme il a été dit au §. II de la présente Instruction. Elles éliront leur Président, leur Secrétaire & trois scrutateurs; elles nommeront ensuite les Électeurs au scrutin de *liste double*, & à raison d'un Électeur sur cent citoyens actifs.

Les Électeurs nommés par toutes les assemblées primaires de chaque département, se réuniront en une seule assemblée au chef-lieu de département, c'est-à-dire dans la ville désignée pour être le siège de l'administration. Si cependant le nombre des Électeurs se trouvoit trop considérable, ils pourroient diviser leur assemblée en deux sections, comme il a été dit à la

page 13.

Aussitôt que l'assemblée des Électeurs sera formée, elle nommera son Président & son Secrétaire, qui prêteront à l'assemblée le serment patriotique, & le Président recevra celui

de l'assemblée. Il sera procédé ensuite à la nomination de trois scrutateurs.

Toutes ces opérations seront faites de la même manière & dans les mêmes formes que s'il s'agissoit d'une assemblée d'Électeurs nommant au Corps législatif. Il faut recourir sur tous ces points aux développemens contenus au §. II de cette Instruction.

Les Électeurs nommeront trente-six membres pour composer l'administration de département.

Ces trente-six Membres de l'administration de département, seront élus au scrutin de *liste double* & à la *pluralité absolue des suffrages*, aux termes de l'article II de la seconde section du Décret; c'est-à-dire, que ceux qui auront obtenu la pluralité absolue au premier tour de scrutin, seront définitivement élus, & qu'il en sera de même au second tour, s'il a été nécessaire d'y passer; mais s'il faut faire un troisième tour de scrutin, la pluralité relative des suffrages, suffira cette troisième fois pour compléter l'élection.

Après la nomination des trente-six Membres de l'administration de département, les Électeurs procéderont de suite à l'élection d'un Procureur général Syndic. Cette élection sera faite au *scrutin individuel*; & à la *pluralité absolue des suffrages*.

Le Procureur général Syndic doit être choisi dans le nombre des citoyens résidans habituellement dans le département, & n'ayant aucun service ou emploi qui puisse le distraire des fonctions assidues du syndicat.

Les Électeurs pourront choisir les Membres de l'administration de département, & le Procureur général Syndic, parmi les citoyens éligibles de tous les districts du département; mais en observant néanmoins que dans le nombre des trente-six Membres, il y en ait toujours deux au moins de chaque district.

Cette nécessité d'élire toujours deux Membres au moins de

chaque district, pourroit souvent ne pas se trouver remplie, si les Électeurs votoient à la fois & indistinctement pour l'élection des trente-six Membres de l'administration ; car il arriveroit fréquemment, que dans un aussi grand nombre de sujets entre lesquels les suffrages se feroient distribués, la pluralité ne se trouveroit pas réunie sur deux de chaque district. Il est donc nécessaire de faire d'abord autant de scrutins particuliers qu'il y a de districts dans le département, & de voter séparément pour l'élection des deux Administrateurs qui devront être tirés de chaque district, par liste double de ce nombre deux ; ensuite les Électeurs pourront voter par un même scrutin, sur-tout les Membres qui resteront à élire, & qui pourront être pris dans l'étendue de tous les districts indistinctement, en faisant une liste double du nombre de ces Membres restant à élire.

Les conditions de l'éligibilité à l'administration de département, sont, 1.^o d'être citoyen actif du département ; 2.^o de réunir à toutes les qualités de citoyen actif, expliquées ci-dessus, la condition de payer une contribution directe plus forte, & qui se monte au moins à la valeur locale de dix journées de travail.

Il y a incompatibilité entre les fonctions d'Administrateur de département, & celles,

1.^o D'administrateur de district ; 2.^o de membre d'un Corps municipal ; 3.^o de percepteur des impositions indirectes. Si ceux qui rempliroient quelqu'une de ces trois dernières fonctions, se trouvoient élus à l'administration de département, ils seroient tenus d'opter incontinent.

Lorsque l'assemblée des Électeurs aura composé l'administration de département, & clos le procès-verbal de ses élections, elle en remettra un double au Roi, & en adressera un autre au Président de l'Assemblée Nationale ; ensuite elle se réunira :

Les Électeurs de chaque district, c'est-à-dire, tous ceux qui auront été nommés par les Assemblées primaires du ressort du même district, se rendront de suite au chef-lieu du district, & s'y réuniront pour nommer les Membres qui composeront l'administration de ce district. Ainsi la première assemblée générale de tous les Électeurs de département, se divisera en autant d'assemblées particulières qu'il y aura de districts dans l'étendue du département.

Chaque assemblée des Électeurs de districts nommera son Président, son Secrétaire & trois Scrutateurs, ainsi qu'il a été dit pour les assemblées primaires, & pour l'assemblée générale des Électeurs de département.

Elle élira ensuite douze Membres pour composer l'administration de district.

Ces douze Membres de l'administration de district, seront élus au scrutin *de liste double & à la pluralité absolue des suffrages*, de la même manière que les Membres des administrations de département.

Après la nomination des douze Membres de l'administration de district, les Électeurs procéderont à l'élection d'un Procureur syndic. Cette élection sera faite comme celle du Procureur général Syndic de département, *au scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*.

Les Électeurs pourront choisir les Membres de l'administration de district, & le Procureur-syndic, parmi les citoyens éligibles de tous les cantons du district.

Les conditions de l'éligibilité pour l'administration de district, sont, 1.^o d'être citoyen actif du district; 2.^o de payer la même somme de contribution directe que pour l'administration de département.

L'incompatibilité a lieu également contre les percepteurs

des impositions indirectes, les Membres des Corps municipaux; & réciproquement contre les Membres de l'administration de département.

S. V.

*Éclaircissemens sur les vingt derniers articles de la Section II
du Décret concernant l'organisation des Corps administratifs.*

LES administrations de département & de district, sont permanens suivant l'article XII, non dans le sens que leurs sessions puissent être continues & sans intervalle, mais parce que les Membres qui composeront les Corps administratifs, conserveront leur caractère pendant tout le temps pour lequel ils seront élus; que ces Corps périodiquement renouvelés ne cesseront pas un instant d'exister, & que l'administration de département sera faite chaque jour, sous leur influence & par l'autorité qui leur sera confiée.

Les Membres des administrations de département & de district, seront élus pour quatre ans, & resteront en fonctions pendant ce temps. Ils seront renouvelés tous les deux ans par moitié, c'est-à-dire, que tous les deux ans il sortira dix-huit Membres de l'administration de département, & six de celle de district, qui seront remplacés par un égal nombre de Membres nouvellement élus. Il sera procédé à ces remplacements dans les mêmes formes qui sont établies pour la nomination des premiers Membres de ces administrations.

Le sort déterminera la première fois, après les deux premières années d'exercice, quels Membres devront sortir; les autres cesseront ensuite leurs fonctions tous les deux ans par moitié, à tour d'ancienneté. A ce moyen, les Membres qui se trouveront en 1792 dans la première moitié dont le sort décidera la sortie, n'auront eu que deux ans d'exercice.

En procédant à ces renouvellemens pour l'administration de département, les Électeurs seront attentifs à maintenir toujours dans cette administration deux Membres au moins de chaque district; & par conséquent lorsqu'un district n'aura fourni que deux Membres à l'administration, ces Membres sortant d'exercice, ne pourront être remplacés que par de nouveaux Membres élus parmi les citoyens du même district.

Le Procureur général Syndic du département & les Procureurs-Syndics des districts, seront également élus pour quatre ans, après lesquels ils pourront être continués, par une nouvelle élection, pour quatre autres années; mais ensuite ils ne pourront plus être réélus, si ce n'est après un intervalle de quatre ans.

Lorsque les Membres qui vont être nommés pour composer les administrations, soit de département, soit de district, seront réunis pour tenir leur prochaine session, ils procéderont, dès la première séance, à la nomination d'un d'entre eux pour Président. Jusques-là le doyen d'âge présidera. Les trois plus anciens après lui feront les fonctions de scrutateurs, & un des Membres remplira provisoirement celles de Secrétaire.

La nomination du Président sera faite au *scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*.

L'élection du Président sera suivie immédiatement de celle d'un Secrétaire qui sera nommé de même par les Membres de chaque administration, mais pris hors de leur sein. Il sera élu aussi au *scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*; mais il pourra être changé, lorsque les Membres de l'administration l'auront jugé convenable à la majorité des voix.

L'administration de département sera divisée en deux sections: la première portera le titre de *Conseil de Département*; & l'autre, celui de *Directoire de Département*.

Le directoire sera composé de huit des Membres de l'administration ; les vingt-huit autres formeront le conseil.

Pour opérer cette division, les trente-six membres de chaque administration de département éliront, à la fin de leur première session, *au scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*, les huit d'entr'eux qui composeront le directoire.

Les Membres du directoire seront en fonctions pendant quatre ans, & seront renouvelés tous les deux ans par moitié ; la première fois au sort, après les deux premières années d'exercice, ensuite à tour d'ancienneté. Il arrivera ainsi que la moitié des Membres qui seront élus la première fois au directoire, n'y pourra rester que deux ans.

Il faut observer, par rapport aux directoires, que si les citoyens qui rempliroient des places de judicature, & qui réuniront les conditions d'éligibilité prescrites, ne sont pas exclus des administrations de département & de district, suivant l'article X de la seconde section du Décret, ils ne peuvent pas cependant être nommés Membres des directoires, aux termes du même article, à cause de l'incompatibilité qui résulte de l'assiduité des fonctions que les directoires d'une part, & les places de judicature de l'autre, imposent également.

Les directoires doivent être en tout temps, & sur-tout en ce premier moment, composés de citoyens sages, intelligens, laborieux, attachés à la Constitution, & qui n'ayent aucun autre service ou emploi qui puisse les distraire des fonctions du directoire.

C'est au Conseil de département qu'il appartiendra de fixer les règles de chaque partie importante de l'administration du département, & d'ordonner les travaux & les dépenses générales. Il tiendra pour cet effet une session annuelle pendant un mois au plus, excepté la première qui pourra être de six semaines.

Le directoire, au contraire, sera toujours en activité & s'occupera sans discontinuation, pendant l'intervalle des sessions annuelles, de l'exécution des arrêtés pris par le Conseil, & de l'expédition des affaires particulières.

Le Président de l'administration de département, quoiqu'il ne soit pas compris dans les huit Membres dont le directoire sera composé, aura le droit d'assister & de présider à toutes les séances du directoire, qui pourra néanmoins se choisir un Vice-Président.

Tous les ans le directoire rendra au Conseil de département le compte de sa gestion, & ce compte sera publié par la voie de l'impression. C'est à l'ouverture de chacune des sessions annuelles que le Conseil de département recevra & arrêtera le compte de la gestion du directoire. Il sera même tenu de commencer par-là le travail de chaque session. Les Membres du Directoire se réuniront ensuite à ceux du Conseil, prendront séance & auront voix délibérative avec eux, de manière qu'à partir du compte rendu, la distinction du Conseil & du directoire demeurera suspendue pendant la durée de la session, & tous les Membres de l'administration siégeront ensemble en assemblée générale.

Pendant la session du Conseil, les Membres éliront toutes les semaines, *au scrutin individuel & à la majorité absolue*, celui d'entr'eux qui aura la voix prépondérante dans les cas où les suffrages seroient partagés.

La même élection sera faite tous les mois pour le directoire par les membres qui le composeront.

Tout ce qui vient d'être dit pour les administrations de département, aura lieu de la même manière pour les administrations de districts;

Celles-ci seront aussi divisées en deux sections, l'une sous

le titre de *Conseil de district*, l'autre sous celui de *directoire de district*.

Le directoire de district sera composé de quatre Membres.

Les douze Membres de l'administration de district, éliront à la fin de leur première session, au *scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*, les quatre d'entr'eux qui composeront le directoire. Ceux-ci seront renouvelés tous les deux ans par moitié.

Le Conseil de district ne tiendra qu'une session tous les ans, pendant quinze jours au plus; & comme la principale utilité des administrations de district, est d'éclairer celle de département sur les besoins de chaque district, l'ouverture de cette session annuelle des Conseils de district précédera d'un mois celle du Conseil de leur département.

Les directoires de district seront toujours en activité, comme ceux de département, soit pour l'exécution des arrêtés de l'administration du district, approuvés par celle de département, soit pour l'exécution des arrêtés de l'administration de département & des ordres qu'ils recevront de cette administration & de son directoire.

Enfin, les directoires de district rendront tous les ans le compte de leur gestion aux conseils de district, à l'ouverture de la session annuelle, & auront ensuite séance & voix délibérative en assemblée générale avec les Membres des conseils.

Un des points essentiels de la Constitution en cette partie, est l'entière & absolue subordination des administrations & des directoires de district aux administrations & aux directoires de département, établie par l'article XXVIII de la seconde section du Décret. Sans l'observation exacte & rigoureuse de cette subordination, l'administration cesseroit d'être régulière & uniforme dans chaque département. Les efforts des différentes

parties pourroient bientôt ne plus concourir au plus grand bien du tout ; les districts au lieu d'être des sections d'une administration commune , deviendroient des administrations en chef indépendantes & rivales , & l'autorité administrative dans le département n'appartiendrait plus au corps supérieur , à qui la Constitution l'a conférée pour tout le département.

Le principe constitutionnel sur la distribution des pouvoirs administratifs, est que l'autorité descende du Roi , aux administrations de département ; de celles-ci aux administrations de district , & de ces dernières aux municipalités , à qui certaines fonctions relatives à l'administration générale , pourront être déléguées.

Les Conseils de districts ne pourront ainsi rien décider , ni faire rien exécuter en vertu de leurs seuls arrêtés , dans tout ce qui intéressera le régime de l'administration générale. Ils pourront seulement , suivant la disposition de l'article XXX , s'occuper de préparer les demandes qui seront à faire à l'administration du département , & les matières qu'ils trouveront utiles de lui soumettre pour les intérêts du district. Ils prépareront encore & indiqueront à leurs directoires les moyens d'exécution , & recevront les comptes.

Les directoires de districts , chargés dans leurs ressorts respectifs de l'exécution des arrêtés de l'administration de département , n'y pourront faire exécuter ceux que les Conseils du district se seroient permis de prendre en matière d'administration générale , qu'après que ces arrêtés des Conseils de district auront été approuvés par l'administration de département.

Les Procureurs généraux Syndics de département , & les Procureurs-syndics de district , auront droit d'assister à toutes les séances , tant du Conseil que du directoire de l'administration dont ils feront partie. Ils y auront séance à un bureau placé au milieu de la salle , & en avant de celui du Président.

Ils n'auront point de voix délibérative, mais il ne pourra être fait à ces séances aucuns rapports, sans qu'ils en aient eu communication, ni être pris aucuns arrêtés, sans qu'ils aient été entendus, soit verbalement, soit par écrit.

Ils veilleront & agiront pour les intérêts du département ou du district; ils seront chargés de la suite de toutes les affaires; mais ils ne pourront intervenir dans aucune instance litigieuse, qu'en vertu d'une délibération du Corps administratif. Ils n'agiront d'ailleurs sur aucun objet relatif aux intérêts & à l'administration du département ou du district, que de concert avec le directoire.

Il sera pourvu à l'interruption du service des Procureurs généraux Syndics & des Procureurs-Syndics, qui pourroit arriver pour cause de maladie, d'absence légitime ou de tout autre empêchement, par la précaution que les Membres des administrations de département & de district seront tenus de prendre, après avoir nommé les Membres qui composeront les directoires, d'élire de suite & de désigner un de ces Membres pour remplacer momentanément, dans le cas ci-dessus, le Procureur général Syndic & le Procureur-Syndic.

§. V I.

Explications sur la section III du Décret concernant les fonctions des Corps administratifs.

Le principe général dont les Corps administratifs doivent se pénétrer, est que, si d'une part, ils sont subordonnés au Roi, comme chef suprême de la nation & de l'administration du royaume; de l'autre, ils doivent rester religieusement attachés à la Constitution & aux loix de l'État, de manière à ne s'écarter jamais dans l'exercice de leurs fonctions, des règles constitu-

tionnelles, ni des Décrets des législatures, lorsqu'ils auront été sanctionnés par le Roi.

L'article 1.^{er} de la section III du Décret, établit & définit les pouvoirs qui sont confiés aux Corps administratifs pour la répartition des contributions directes, la perception & le versement du produit de ces contributions, la surveillance du service & des fonctions des préposés à la perception & au versement. Le même article établit les Corps administratifs ordonnateurs des payemens pour les dépenses qui seront assignées en chaque département sur le produit des contributions directes.

L'article II détermine la nature & l'étendue des pouvoirs conférés aux Corps administratifs dans toutes les autres parties de l'administration générale, & il en expose les objets principaux.

Il n'appartient pas à la Constitution d'expliquer en détail les règles particulières par lesquelles l'ordre du service & les fonctions pratiques doivent être dirigés dans chaque branche de l'administration. Les usages & les formes réglementaires ont varié pour chaque partie du service, & pourront encore être changés & perfectionnés. Ces accessoires étant hors de la Constitution, pourront faire la matière de Décrets séparés, ou d'instructions particulières, à mesure que l'Assemblée Nationale avancera dans son travail, & ce qu'elle n'aura pas pu régler, restera utilement soumis aux conseils de l'expérience, aux découvertes de l'esprit public, & à la vigilance du Roi & des législatures.

Ce qui suffit en ce moment, est que les différens pouvoirs soient constitués, séparés, caractérisés, & que l'origine & la nature de ceux qui sont conférés aux Corps administratifs, ne puissent être ni méconnues, ni obscurcies. Il est nécessaire d'observer à cet égard que l'énumération des différentes fonctions des Corps administratifs, qui se trouve dans l'article II de la troisième section, n'est pas exclusive, ni limitative, de manière qu'il fût
inconstitutionnel

inconstitutionnel de confier par la suite à ces Corps quelque autre objet d'administration, non exprimé dans l'article. Cette énumération n'est que désignative des fonctions principales qui entrent plus spécialement dans l'institution des administrations de département & de district.

L'État est un ; les départemens ne sont que des sections du même tout. Une administration uniforme doit donc les embrasser tous dans un régime commun. Si les Corps administratifs, indépendans, & en quelque sorte souverains dans l'exercice de leurs fonctions, avoient le droit de varier à leur gré les principes & les formes de l'administration, la contrariété de leurs mouvemens partiels détruisant bientôt la régularité du mouvement général, produiroit la plus fâcheuse anarchie. La disposition de l'article V a prévenu ce désordre, en statuant que les arrêtés qui seront pris par les administrations de département sur tous les objets qui intéresseront le régime de l'administration générale du royaume, ou même sur des entreprises nouvelles & des travaux extraordinaires, ne pourront être exécutés, qu'après avoir reçu l'approbation du Roi.

Le même motif n'existe plus, lorsqu'il ne s'agit que de l'expédition des affaires particulières, ou des détails de l'exécution à donner aux arrêtés déjà approuvés par le Roi ; & par cette raison, le même article V décide que, pour tous les objets de cette seconde classe, l'approbation royale n'est pas nécessaire aux actes des Corps administratifs.

Le fondement essentiel de cette importante partie de la Constitution, est que le pouvoir administratif soit toujours maintenu très-distinct, & de la puissance législative à laquelle il est soumis, & du pouvoir judiciaire dont il est indépendant.

La Constitution seroit violée, si les administrations de département pouvoient ou se soustraire à l'autorité législative, ou

usurper aucune partie de ses fonctions, ou enfreindre ses Décrets, & résister aux ordres du Roi qui leur en recommanderoit l'exécution. Toute entreprise de cette nature seroit de leur part une forfaiture.

Le droit d'accorder l'impôt & d'en fixer tant la quotité que la durée, appartenant exclusivement au Corps législatif, les administrations de département & de district n'en peuvent établir aucun, pour quelque cause, ni sous quelque dénomination que ce soit. Elles n'en peuvent répartir aucun au-delà des sommes & du temps que le Corps législatif aura fixés. Elles ne peuvent de même faire aucuns emprunts sans son autorisation. Il sera incessamment pourvu à l'établissement des moyens propres à leur procurer les fonds nécessaires au paiement des dettes & des dépenses locales, & aux besoins urgens & imprévus de leur département.

La Constitution ne seroit pas moins violée, si le pouvoir judiciaire pouvoit se mêler des choses d'administration, & troubler, de quelque manière que ce fût, les Corps administratifs dans l'exercice de leurs fonctions. La maxime qui doit prévenir cette autre espèce de désordre politique, est consacrée par l'article VII. Tout acte des Tribunaux & des Cours de justice, tendant à contrarier ou à suspendre le mouvement de l'administration, étant inconstitutionnel, demeurera sans effet, & ne devra pas arrêter les Corps administratifs dans l'exécution de leurs opérations.

Les administrations de département & de district qui vont être établies, succédant aux États provinciaux, aux Assemblées provinciales & aux Intendans & Commissaires départis dans les généralités, dont les fonctions cesseront aux termes des articles VIII & IX, prendront immédiatement la suite des affaires.

Il sera pourvu à ce que tous les papiers & renseignemens nécessaires leur soient remis, & à ce que le compte de la situation de leurs départemens respectifs leur soit rendu.

Elles recevront à l'ouverture, ou pendant le cours de leur première session, la notice des objets dont il paroîtra nécessaire qu'elles s'occupent provisoirement & sans délai.

Il étoit juste de prévenir l'embarras qu'auroient éprouvé les provinces qui ont eu jusqu'à présent une seule administration, & qui se trouvent divisées maintenant en plusieurs départemens pour terminer les affaires communes procédant de l'unité de leur administration précédente. Ce cas a été prévu & décidé par le dernier article de la section III du Décret. Chacune des nouvelles administrations de département établies dans la même province, nommera parmi ses Membres, autres que ceux du directoire, deux Commissaires. Les Commissaires de tous les départemens de la province se réuniront & tiendront leurs séances dans la ville où étoient le siège de la précédente administration. Ce Commissariat composé des représentans de toutes les parties de la province, s'occupera de liquider les dettes contractées sous l'ancien régime, d'en établir la répartition entre les divers départemens & de mettre à fin les anciennes affaires. Il cessera aussitôt que la liquidation & le partage auront été faits, & rendra compte de sa gestion lorsqu'elle sera finie, ou même pendant sa durée, s'il en est requis, à une nouvelle assemblée composée de quatre autres Commissaires nommés par chaque administration de département.

L'organisation du Royaume la plus propre à remplir les deux plus grands objets de la Constitution, la jouissance, dès la prochaine législature, de la meilleure combinaison de représentation proportionnelle qui ait encore été connue, & l'établissement, dès le moment actuel, des Corps administratifs les plus dignes

de la confiance publique, sont les nouveaux fruits que la Nation va recueillir des travaux de ses Représentans. Elle continuera d'y reconnoître leur respect soutenu pour tous les principes qui assurent la liberté nationale & l'égalité politique des individus. L'attention de tous les citoyens doit se porter en cet instant sur la formation très-prochaine des administrations de département & de district. L'importance de leur bonne composition doit rallier, pour obtenir les meilleurs choix, les efforts du patriotisme qui veille pour la chose publique & ceux de l'intérêt particulier qui se confond sur ce point avec l'intérêt général. Le régime électif est sans doute la source du bonheur & de la plus haute prospérité pour le peuple qui sait en faire un bon usage; mais il tromperoit les espérances de celui qui ne porteroit pas dans son exécution cet esprit public qui en est l'ame, & qui commande dans les élections, le sacrifice des prétentions personnelles, des liaisons du sang & des affections de l'amitié, au devoir inflexible de ne confier qu'au mérite & à la capacité, les fonctions administratives qui influent continûment sur le sort des particuliers, & sur la fortune de l'État.

Approuvé par le Roi.

Signé LOUIS. Et plus bas, DE SAINT-PRIEST.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE. 1790.



LETTRES PATENTES DU ROI,

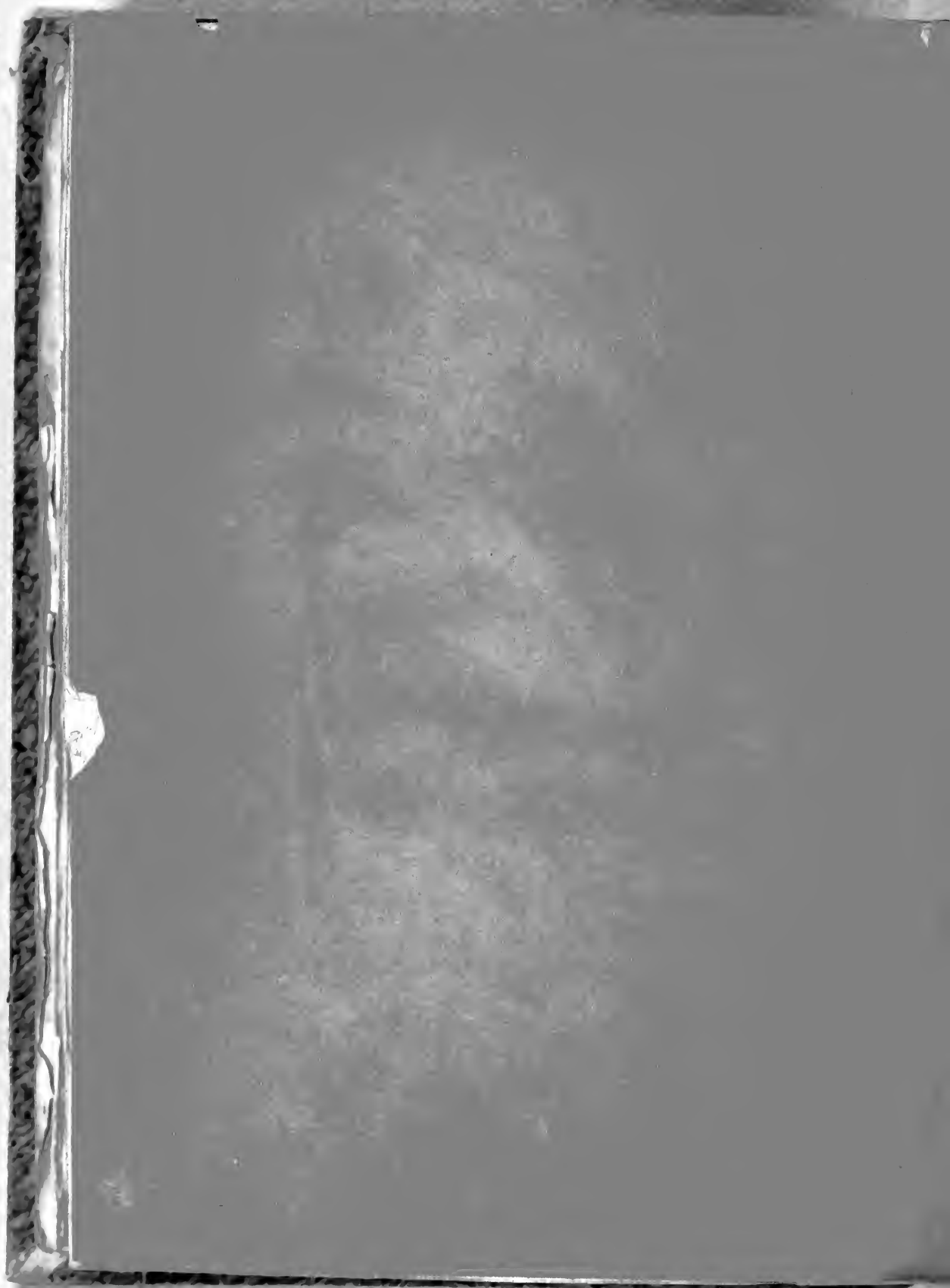
*Sur un Décret de l'Assemblée Nationale, contenant
diverses dispositions relatives aux Assemblées de
communautés & aux Assemblées primaires.*

Données à Paris, le 3 Février 1790.

LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la Loi
constitutionnelle de l'État, ROI DES FRANÇOIS:
A tous présens & à venir; **SALUT.** L'Assemblée
Nationale a décrété le 2 de ce mois, & Nous
voulons & ordonnons ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

DANS les assemblées de communautés & dans les assemblées
primaires, les trois plus anciens d'entre ceux qui savent
écrire, pourront seuls écrire, au premier scrutin, en pré-
sence les uns des autres, le bulletin de tout citoyen actif
qui ne pourroit l'écrire lui-même; & lorsqu'on aura nommé
des Scrutateurs, ces Scrutateurs pourront seuls, après avoir
prêté le serment de bien remplir leurs fonctions & de
garder le secret, écrire, pour le scrutin postérieur, les
bulletins de ceux qui ne sauront pas écrire.



ER

FCG-50

FS

1

1-5125

2.1

